

L'ÉDUCATION

L'AIDE À L'ALBERTA YOUTH CORPS

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. A-t-il reçu un mémoire de l'Alberta demandant de l'aide pour financer l'Alberta Youth Corps, organisme bénévole qui œuvre dans le domaine de l'éducation et de la santé mentale dans cette province?

M. l'Orateur: Cette question ne me paraît pas pressante, mais si le député est persuadé de son urgence, j'accepte volontiers qu'il en traite au moment de l'ajournement.

M. Mazankowski: A dix heures, monsieur l'Orateur.

LES MÉDICAMENTS

L'ACTION CANADIENNE DANS LA VENTE DES ANTIBIOTIQUES

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'ai posé une question la semaine dernière au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet de la décision de la Food and Drug Administration des États-Unis d'empêcher la vente de quelque 78 médicaments contenant des antibiotiques et qui, à son avis, exposent les malades à des risques inutiles. Puis-je lui demander quelles mesures son ministère a prises pour interdire la vente de médicaments semblables dans notre pays? Le ministre a promis d'étudier la question et d'y répondre plus tard. Peut-il nous donner maintenant quelques précisions?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'espère être en mesure de le faire demain.

LES NATIONS UNIES

LA DISCUSSION ÉVENTUELLE DU CONFLIT BIAFRAIS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je veux demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il a l'intention de prendre de nouvelles mesures au sujet du conflit au Nigeria, vu l'échec apparent des efforts de l'Association des États africains dans cette région. Plus précisément, se propose-t-il d'intervenir aux Nations Unies à ce propos.

[M. l'Orateur.]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Depuis la rupture des négociations amorcées par l'Organisation pour l'unité africaine, nous avons réexaminé la question et la même difficulté surgit: il est peu probable que nous obtenions suffisamment d'appui aux Nations Unies pour qu'une intervention en cet endroit soit utile. Comme l'honorable représentant et tous les députés le savent, j'en suis persuadé, le problème découle de la présente divergence fondamentale d'opinion quant à ce que doit être l'avenir du Nigeria. Tant qu'un accord ne sera pas intervenu sur ce point, les négociations ne peuvent, à mon avis, se poursuivre.

L'hon. M. Stanfield: L'honorable représentant s'emploie-t-il de façon méthodique à convaincre les pays intéressés de conclure un accord sur la bonne façon de procéder?

L'hon. M. Sharp: Je répète que les intermédiaires ne manquent pas. Beaucoup, y compris nous-mêmes, seraient heureux de remplir ces fonctions. Mais jusqu'à ce qu'on s'entende sur la question de l'unité nigériane ou de l'indépendance biafraise, il n'y a vraiment pas grand-chose à faire.

L'hon. M. Stanfield: Je voudrais demander au ministre s'il est maintenant disposé à révéler à la Chambre la teneur du message qu'il a adressé au gouvernement nigérian et des propositions faites à ce gouvernement, il y a quelques semaines, et qu'il a refusé de divulguer avant que le message ait pu être livré à son destinataire.

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur. Il serait peut-être préférable que je réponde à cette question demain. Je la tiendrai donc pour préavis. J'aurai un rapport à présenter demain.

LE BIAFRA—DISCUSSION DES MESURES HUMANITAIRES D'ASSISTANCE

M. Andrew Brewin (Greenwood): L'honorable représentant pourrait-il nous dire si des progrès ont été réalisés au sujet de la proposition du comité des affaires extérieures, qu'il a appuyée, sauf erreur, dans son discours du 26 novembre et selon laquelle les Nations Unies devraient étudier la question des mesures internationales de secours?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux affaires extérieures): Si le député veut bien consulter le compte rendu, il constatera que j'ai répondu à cette question.